

BOLIVIE

Le Sommet de l'alimentation dont nous avons besoin.... Ou encore une manœuvre ?

Julio Prudencio Böhr
(La Paz, Juillet 2021)

Le Sommet sur les systèmes alimentaires.

L'appel international des Nations Unies (ONU) au Sommet sur les systèmes alimentaires (septembre 2021) vise à établir des engagements qui transforment les systèmes alimentaires pour éradiquer la faim, réduire les maladies avec la nourriture et protéger la planète.

Il s'agit d'un Sommet qui : i) questionne les politiques alimentaires et publiques en vigueur dans des pays comme la Bolivie, politiques qui menacent la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires, l'environnement et la biodiversité ; ii) qu'il ne s'agit pas d'un événement pour légitimer l'agrobusiness biotechnologique des entreprises transnationales (qui promeuvent l'utilisation intensive de produits agrochimiques et d'OGM, déboisent, extraient les ressources naturelles, détruisent la biodiversité) et encore moins, leur fournissent des ressources financières¹.

L'ONU suggère que les aliments nutritifs soient plus abordables pour la population, que les gens aient une alimentation saine et mangent des aliments sains ; cependant, on oublie que la plus grande partie de la population sous-alimentée et affamée est constituée de petits agriculteurs ; et ce qui est le plus nécessaire, c'est la diversité de leurs cultures durables pour améliorer la nutrition.

Il oublie également de mentionner que la petite agriculture familiale génère le plus de nourriture, représente la plus grande source d'emplois, améliore les moyens de subsistance, protège l'environnement et favorise le développement durable. Face à cet appel, le gouvernement, à travers le Vice-Ministère des Relations Extérieures, a appelé à l'élaboration d'une « Position du Pays face au Sommet de l'Alimentation » à travers un document de diagnostic et une série de Sommets Régionaux.

La nourriture n'est pas une marchandise

Dans le cadre de ces sommets sur les systèmes alimentaires, le 21 / V / 2021, l'Institut Bolivien du Commerce Extérieur (IBCE) a organisé un forum virtuel²avec le parrainage du PNUD et du vice-ministère du RREE, souhaitant profiter de l'occasion du sommet à présenter un modèle extractiviste indiquant qu'il existe des produits (14 jetons d'investissement, avec des

¹ Ceci est dit parce qu'il est frappant que l'Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour le Sommet des Systèmes Alimentaires soit Mme Agnes Kalibata, qui dirige l'AGRA (Alliance pour une révolution verte en Afrique), un programme de la fondation Bill Gates, où ils ont investi des milliards de dollars dans les OGM et les engrais synthétiques et n'ont pas réussi à atteindre les objectifs fixés (augmentation des rendements) (voir Timothy Wise, <https://www.iatp.com>), alors ils cherchent maintenant à mobiliser davantage de ressources financières.

² "Cartographie des opportunités d'investissement privé dans le secteur agroalimentaire pour atteindre les ODD"

opportunités d'exportation et de commercialisation élevées, et avec des retours financiers très rentables) tels que la canne à sucre/alcool, le tournesol, le maïs, et bien sûr le soja et le bœuf/porc entre autres . Mais le plus audacieux de cette proposition commerciale - comme si la nourriture n'était qu'une marchandise - est qu'elle précise que cet investissement est directement lié aux Objectifs de Développement Durable (ODD) n°2, 5, 8, 12 et 15 (pour sa valeur économique et des prix ; pour l'égalité des salaires, pour la liberté d'association) ... et que c'est le moyen de mettre fin à la pauvreté !

La proposition du système alimentaire bolivien ne devrait pas proposer d'alternatives commerciales comme cela a été évoqué dans le forum virtuel susmentionné, car la nourriture est plus qu'une simple marchandise. Elle doit s'appuyer avant tout sur les préceptes du Droit Humain à l'Alimentation (DHA)³ et aussi sur les Directives Volontaires (DV) sur la Gouvernance Responsable des Régimes Fonciers, Pêches et Forêts⁴.

Systèmes alimentaires en Bolivie

En Bolivie il existe différents systèmes alimentaires selon les zones/régions. Dans les hauts plateaux et les vallées, prédominent les systèmes basés sur l'agriculture familiale, caractérisés par de petites propriétés avec une plus grande incorporation au marché selon les produits, et avec une moindre incorporation au marché où l'échange de produits prévaut encore; la combinaison de la production agricole avec l'élevage à petite échelle, l'utilisation croissante de produits agrochimiques et les limitations de l'irrigation, de la technologie et de la formation, entre autres.

Dans l'est du pays, il existe plusieurs sous-systèmes productifs, mais deux se distinguent par leur ampleur et leur importance : l'agrobusiness, mono producteur qui utilise intensivement les produits agrochimiques, les OGM, les grandes extensions de terres et la technologie moderne, étend la frontière agricole, monopolise terres, élevage extensif (bœuf et porc en voie d'expansion) lié aux entreprises transnationales à travers l'agrochimie, les OGM et le marché d'exportation.

Dans la partie orientale du pays, il existe plusieurs sous-systèmes productifs, mais deux se distinguent par leur ampleur et leur importance: l'agro-industrie, un mono producteur qui utilise intensivement des produits agrochimiques, des OGM, de vastes étendues de terres et des technologies modernes, étend la frontière agricole, monopolise terre, l'élevage extensif (bovin et porcin en voie d'expansion) lié aux entreprises transnationales à travers l'agrochimie, les OGM et le marché de l'export.

Le deuxième sous-système se caractérise par une série d'activités et de modes de vie, dans une combinaison agrosylvopastorale entre la chasse, la cueillette, les cultures agricoles, la production forestière non ligneuse, les fruits amazoniens, le petit élevage et la pêche, entre autres ; appelé Sistemas Agro Forestales (SAF), dans les régions de l'Amazonie et du Chaco, et mis en pratique par les peuples autochtones. Malgré cette diversité de systèmes, le système dominant actuel est l'extractiviste (soja, viande), avec le pouvoir politique et économique, ce qui génère une série d'effets négatifs sur l'environnement, les ressources naturelles, l'eau, la

³ Cela soutient la production d'aliments sains, encourage la diversification productive, l'utilisation de semences indigènes, protège la biodiversité, renforce les paysans pauvres, les Peuples autochtones, entre autres.

⁴ Surtout, dans les systèmes de tenure des peuples autochtones, le changement climatique, les forêts et une protection adéquate des droits légitimes de propriété foncière des peuples autochtones.

biodiversité, l'expansion de la frontière agricole et la substitution des cultures vivrières, entre autres.

On sait déjà alors, quels sont les systèmes alimentaires du pays, et aussi quels systèmes sont adaptés à la vie humaine, à la forêt, à l'environnement, à la biodiversité. La déforestation est également connue ; l'utilisation intensive d'herbicides, la gestion inadéquate des sols, les monocultures, l'utilisation de pesticides et de transgéniques, sont inappropriés pour la vie humaine et la biodiversité.

Un faux effort

Il s'agit d'un faux effort de refaire un "Diagnostic" des systèmes alimentaires puisqu'il existe déjà suffisamment d'études, de rapports, d'enquêtes qui détaillent les différents systèmes productifs sur l'ensemble du territoire national⁵.

Ce qui devrait être souligné et devrait occuper une place centrale dans l'agenda bolivien du Sommet, c'est dans la transformation du système agro-industriel, en alternative au modèle de l'agrobusiness extractif, qui brûle l'Amazonie, introduit des OGM, étend la frontière agricole, traite des terres, intensifie l'utilisation de produits agrochimiques, pollue l'eau, les terres, l'environnement, épuise les sols, tue la biodiversité, change l'utilisation des terres, envahit les zones protégées zones et terres des peuples autochtones.

Et l'« alternative » à ce modèle est ce qui est proposé par l'agriculture familiale paysanne indigène⁶ basée sur l'agroécologie et le concept d'agriculture de conservation; alternative qui a été discutée, analysée et validée pendant plusieurs années entre diverses institutions publiques (MDRyT; MMAyA, gouvernements municipaux) privées (ONG, Projets de Coopération, FAO et autres) et organisations de producteurs de diverses régions à travers diverses Tables-Thématiques, mettant en avant une série de propositions pour rendre la production alimentaire durable et nutritive; nécessitant des investissements plus importants (crédits, subventions); enseignement/formation technique; marchés courts; innovation technologique; machines adaptées aux sols; des prix équitables qui couvrent les coûts de production, de récupération et d'utilisation des semences traditionnelles; le renforcement des différentes SAF et leur expansion dans les vallées et les hauts plateaux; récupérer les terres et les sols pour augmenter la productivité; que les écoles/collèges achètent des produits bio locaux; et également suspendre les subventions pour les exportations de soja et payer des taxes adéquates (comme dans d'autres pays) car cela affecte les prix d'autres aliments; entre autres.

Il faut donc la nécessité d'une transformation de notre système alimentaire qui est largement dominé par la logique agro-industrielle qui nous incite à intensifier l'extraction de nos ressources productives, de plus d'argent à tout prix ; à la monoproduction ; un modèle qui n'assure pas la sécurité alimentaire ou une nutrition adéquate. Au contraire, elle a conduit le pays à une dépendance croissante vis-à-vis de la nourriture en raison des importations excessives et de la contrebande alimentaire, une dépendance aux pesticides, et un déplacement dans la zone

⁵ Les études de différentes institutions telles que CIPCA, Fondation TIERRA, PROBIOMA, CEDLA, Fondation PASOS, IICCA; UMSA entre autres, ainsi que diverses thèses de doctorat, Stratégies de développement régional ; évaluations de projets et autres.

⁶ Voir "La Estrategia de Desarrollo de la Agricultura Familiar Campesina Indígena del CIOEC-Bolivia" (2020) (<https://coprofam.org> y <https://Julioprudencio.com>)

cultivée des produits traditionnels⁷. Ce modèle destructeur peut générer des recettes en devises pour le pays, mais la productivité et la durabilité actuelles se font au détriment de l'économie nationale.

Un exemple clair de ce modèle destructeur de systèmes alimentaires est l'exploitation du quinoa à Potosí et Oruro⁸; et actuellement le soja à Santa Cruz⁹.

Un changement de paradigme

Un changement de paradigme s'impose de toute urgence et la refonte de notre système agroalimentaire basé sur la production agroécologique (ce qui implique l'arrêt des OGM et des pesticides); la Agriculture de conservation (au lieu de la méthode de travail du sol qui endommage la terre) et la diversification productive (qui génère des aliments/régimes alimentaires plus nutritifs et sains) avec un accent particulier sur l'agriculture familiale¹⁰, le seul moyen d'atteindre les ODD et de contribuer également aux objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et de la Convention sur la biodiversité que le pays a signé; et également mettre en pratique le Droit de l'Homme à l'Alimentation (DHA) et les Directives Volontaires (DV) de la Gouvernance des Terres et des Territoires.

Par conséquent, dans la proposition bolivienne il faut recommander :

i) La « Cohérence et coordination » entre les Lois et Décrets Suprêmes, et les Politiques Publiques (PP) dans le développement local, régional et national.

L'incohérence entre ce que proposent les lois (par exemple, la Loi 3525 sur la Promotion de la Production Agricole Biologique ; la Loi 300 sur la Terre Nourricière) et les faits ne peut pas perdurer. Cette contradiction entre l'amour pour la Terre Mère et la permissivité de brûler l'Amazonie et la déforestation ne peut pas continuer à exister ; ni pour le changement d'affectation des terres (PLUS) ni pour l'utilisation de pesticides (ce qui montre, en revanche, la soumission du PP aux intérêts de l'agrobusiness). Respectez immédiatement les dispositions de la Constitution Politique de l'État et des Lois !

ii) Il est urgent de proposer la création d'un mécanisme de suivi de la mise en œuvre des plans et projets agricoles ; d'évaluation conformément aux lois et aux décrets suprêmes ; et surtout la

⁷ Consultez les différents Plans de Développement Municipal des municipalités de Santa Cruz où vous pouvez voir la diminution de la surface cultivée de diverses cultures riches en nutriments et saines, et l'augmentation de la surface cultivée de soja.

⁸ Les auquéridos qui nourrissaient le terroir ont été déplacés ; la diversification productive (pomme de terre, orge, etc.) a été supplantée par la monoculture ; et toutes les petites montagnes qui ont généré des microclimats (qui ont arrêté les vents et les gelées) ont été aplaties. Ce système, qui a été mis en œuvre et durable pendant des centaines d'années, a été détruit par le modèle d'un seul produit - encouragé par le gouvernement et la FAO (Crispim Moreira - "2013 Année internationale du quinoa") - qui a même introduit l'agrochimie pour produire plus, étant le résultat actuel, une zone désertique avec des terres érodées et incapables de produire des cultures, des vents intenses qui provoquent de brusques variations thermiques, des gelées, des transports de ravageurs et de maladies entre autres (voir Anais Vassas 2015).

⁹ Cela élargit la frontière agricole, déplace d'autres cultures agricoles, utilise intensivement des produits agrochimiques qui polluent l'eau et la terre et tuent la biodiversité ; influençant finalement le changement climatique qui à son tour génère des sécheresses, des tempêtes, des débordements de rivières.

¹⁰ Parce qu'elles représentent la majorité (82,84%) des petites Unités Productives Agricoles (- 50 Ha) du pays (mais elles ne possèdent que 12% des terres) bien qu'elles mettent également en œuvre des pratiques agressives pour la terre et l'environnement, en raison de l'utilisation de produits agrochimiques, pas aussi agressifs que l'agro-industrie, mais agressifs et croissant. La révolution verte l'a influencée aussi!

création d'un Mécanisme International de Redevabilité de ce qui a été fait, qui peut mettre sur le banc les directeurs et cadres des institutions (ABT, INRA, Ministres, etc.) qui ne respectent pas les lois et règlements (et ce qu'ils trafiquent les terres).

iii) L'approche bolivienne devrait être basée sur les approches du Droit Humain à l'Alimentation ainsi que sur les Directives Volontaires pour la Gouvernance Foncière, qui mettent l'accent sur le renforcement de l'inclusion et de la participation des peuples autochtones (PA) non seulement dans la production alimentaire mais dans la possession des ressources productives (terre, eau, minéraux) et leur longue expérience de leur durabilité, ainsi que de la biodiversité. Et établir un revenu économique juste et adéquat pour ces activités !

iv) Il existe une connaissance adéquate des systèmes alimentaires en vigueur dans le pays. La clé maintenant est de développer des réformes structurelles avec des politiques macro et microéconomiques qui nous conduisent à protéger l'environnement telles que la production agroécologique, l'agriculture de conservation, régénératrice de la terre, de préférence dans un environnement d'agriculture familiale sans produits agrochimiques, en mettant l'accent sur la diversification des production alimentaire selon les différents microclimats et contextes socioculturels du pays; le sauvetage et la valorisation de la variété et de la richesse des semences traditionnelles; renforcer les pratiques traditionnelles qui constituent l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.

Ainsi, la Sécurité Nutritionnelle Alimentaire avec Souveraineté sera atteinte. Ce n'est qu'avec ces approches et ce changement de paradigme qu'il sera possible d'avancer dans la réalisation de l'ODD 2, qui est de réduire la pauvreté, et qui s'est maintenant accru avec la pandémie.